

Commission des relations de travail de l'Ontario

EN RELIEF

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat
Leonard Marvy, avocat

Septembre 2007

Résumés de décisions

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en août 2007. Ces décisions paraîtront dans le numéro de juillet-août des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à http://www.ijcan.org/index_fr.html.

Accréditation – Recours – Scrutin de représentation – Pratiques déloyales de travail

– Le syndicat avait déposé une preuve d'adhésion au nom d'une proportion des membres de l'unité de négociation inférieure à 40 % en vue d'obtenir une accréditation corrective aux termes de l'article 11, en se fondant sur la requête pour pratiques déloyales de travail qui l'accompagnait – La pertinence de l'avis selon l'article 8.1 qu'avait donné l'employeur avait été concédée – Le syndicat ayant sollicité la tenue d'un scrutin, la Commission juge que, puisque la tenue d'un scrutin de représentation est l'une des issues possibles aux termes de l'article 11, il sera préférable de tenir le scrutin à une date aussi rapprochée que possible de la date de la requête – Également, il ne sera pas nécessaire de sceller l'urne, puisque les résultats du scrutin n'affecteront pas les suites de l'avis prévu à l'article 8.1 et n'auront pas d'incidence sur la décision de la Commission quant à l'octroi de recours aux termes de l'article 11 – La Commission ordonne la tenue d'un scrutin; l'affaire suit son cours

792844 ONTARIO INC. O/A SECORD CONSTRUCTION LTD.; RE LIUNA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; File Nos. 1709-07-R; 1708-07-U; Dated August 28, 2007;

Panel: David A. McKee; Barry Roberts; Alan Haward (3 pages)

Santé et sécurité – La Commission a la compétence voulue pour effectuer la révision d'un ordre de l'inspecteur aux termes de l'article 61 – Lorsqu'un directeur régional du ministère du Travail qui est également inspecteur en vertu de la LSST donne un ordre aux termes de l'article 9 en qualité de délégué ou de présumé délégué du ministre, la Commission n'a pas la compétence nécessaire pour procéder à la révision de la mesure prise par le directeur régional – Il revient à la Cour supérieure de justice et non à la Commission de décider si le directeur régional a agi en vertu d'un pouvoir dûment délégué – Requêtes rejetées

GREATER ESSEX COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD AND SOPHIE DENNIS, INSPECTOR; RE ONTARIO SECONDARY SCHOOL TEACHERS' FEDERATION; RE ELEMENTARY TEACHERS' FEDERATION OF ONTARIO; File Nos. 1368-07-HS; 1369-07-HS; 1385-07-HS; 1386-07-HS; Dated August 17, 2007; Panel: David A. McKee (3 pages)

Obligation du syndicat d'être impartial dans le choix des employés pour un emploi – Pratiques déloyales de travail – L'employé prétendait que le syndicat avait contrevenu à son obligation d'impartialité dans le choix des employés pour un emploi en refusant de le réintégrer après sa démission comme membre – L'intéressé alléguait que, en conséquence de ce refus, il était incapable de décrocher un emploi aux termes des conventions collectives liant le syndicat local 675, y compris sa convention

provinciale ICI – La Commission refuse d'adopter une interprétation élargie de l'article 75 qui permettrait d'étendre la portée de l'obligation des syndicats « au-delà du choix, de l'orientation et de l'affectation des personnes en vue d'un emploi », de façon à englober toutes les décisions syndicales et notamment celle de ne pas admettre une personne comme membre – La Commission relève que sa position concorde avec l'interprétation qu'elle adopte de l'article 75 depuis 25 ans – La Commission fait une distinction entre la situation d'une personne qui fait une demande d'admission comme membre et celle d'une personne qui a été expulsée – Dans le cas d'une personne expulsée qui allègue une infraction à l'article 75, l'obligation du syndicat en vertu de cette disposition demeure jusqu'au stade de l'expulsion – Une personne qui n'est pas membre du syndicat n'a cependant aucun lien avec ce dernier, puisqu'elle n'est pas un employé compris dans l'unité de négociation ni une personne renvoyée au syndicat par un employeur pour être embauchée nommément – Le syndicat ne peut avoir d'obligation aux termes de l'article 75 envers une personne avec laquelle il n'a aucun lien – Requête rejetée

PAUL L. STEWART; RE UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA, DRYWALL ACOUSTIC LATHING AND INSULATION, LOCAL 675 ; File No. 3071-06-U; Dated August 3, 2007; Panel: Harry Freedman (7 pages)

Conflit de juridiction – Industrie de la construction – Redressement provisoire – Réexamen – Recours – Grève – Dans le contexte d'un conflit de juridiction et après réexamen, la Commission a rendu une ordonnance de redressement provisoire et affecté les travaux en cause à la Fraternité des charpentiers et menuisiers, après avoir constaté que l'Union des journaliers avait fait grève dans le seul but d'influer sur l'affectation des travaux – La Commission relève que le but d'une ordonnance provisoire dans le contexte de l'article 99 est de maintenir le « statu quo » en attendant l'issue de la requête – La Commission constate que le « statu quo » concernant les travaux en cause est le suivant : les travaux ont jusqu'ici été exécutés exclusivement par des membres de la Fraternité – La Commission note également – sans rendre de décision – la problématique soulevée par la revendication de l'Union des journaliers du droit de négocier et, par conséquent, du droit de grève au chantier en question – La Commission estime que l'Union n'avait pas négocié ni conclu de nouvelles conventions collectives avec les employeurs dont les employés avaient fait grève au chantier – Le seul avantage obtenu par l'Union

au moyen de la grève avait été la conclusion d'un accord avec le constructeur et les deux entrepreneurs, qui avaient consenti à affecter désormais les travaux en cause uniquement à des sous-traitants qui embauchent des membres de l'Union – Par conséquent, la Commission conclut que le seul objet de la grève était d'exercer des pressions économiques sur le constructeur, afin qu'il attribue les travaux en cause à des membres de l'Union – La Commission a toujours été d'avis que le recours à une grève dans le but d'obtenir une affectation de travaux est soit illégal, soit irrégulier; elle accorde donc un redressement provisoire, que la grève ait ou non été légale – La structure de la Loi reconnaît à juste titre qu'il est indésirable de pousser jusqu'à l'impasse la question de l'affectation de certains travaux, étant donné l'effet de cette mesure sur les droits potentiels des parties, indépendamment du processus de négociation – Pareille mesure tend à provoquer une réaction semblable – soit de faire grève – de la part du syndicat tiers (comme cela s'est produit en l'occurrence), plutôt qu'à favoriser le règlement du litige aux termes de l'article 99, sans arrêt de travail – L'ordonnance provisoire de la Commission, selon laquelle les travaux doivent être affectés à la Fraternité n'a pris effet que deux semaines après la date de l'ordonnance, soit la date où elle aurait été rendue n'eût été la grève illégale déclenchée par l'Union – L'affaire suit son cours

SNC-LAVALIN POWER ONTARIO 1409096 ONTARIO LIMITED C.O.B. AS PERI SCAFFOLDING AND ALUMA SYSTEMS CANADA INC.; RE CARPENTERS DISTRICT COUNCIL OF ONTARIO, UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA AND CARPENTERS AND ALLIED WORKERS LOCAL 27, UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA; RE LIUNA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; RE LIUNA, LOCAL 506; File Nos. 1018-07-JD; 1017-07-U; 1019-07-U; 1020-07-M; Dated August 22, 2007; Panel: David A. McKee (11 pages)

Industrie de la construction – Conflit de juridiction – Recours – Loi sur la qualification professionnelle et l'apprentissage des gens de métier – Le syndicat des ferronniers-monteurs (IW) avait demandé une déclaration et d'autres recours aux termes de l'article 99 de la Loi au sujet du levage et du montage de matériel de tuyauteurie lourd de plus de deux tonnes, travaux exécutés par des membres du syndicat des plombiers et tuyauteurs (UA) – La Commission note que la pratique régionale touchant les travaux en cause, lorsque les entrepreneurs sont

liés par des conventions avec les deux syndicats, consistait généralement à attribuer les travaux soit aux membres du syndicat IW exclusivement, soit à un groupe mixte, composé de membres des deux syndicats (UA et IW) – La Commission soutient en outre que les deux accords commerciaux liant les syndicats UA et IW dans la région demeuraient en vigueur, puisqu'ils n'étaient pas incompatibles avec la pratique régionale – Selon la Commission, il était relativement indifférent sur les plans de l'économie et de l'efficacité que ce soient des membres du syndicat UA plutôt que des membres du syndicat IW qui exécutent la petite quantité de travail en cause, étant donné que des membres de ces deux syndicats étaient au travail sur ce chantier – La Commission rejette l'argumentation du syndicat UA voulant que l'article 3 du Règl. de l'Ont. 572/99 pris en application de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* restreigne l'exécution des travaux de levage et de montage en question aux professionnels de la plomberie et du montage de conduites de vapeur – Ce faisant, la Commission relève que les tâches pouvant être exécutées soit par les plombiers, soit par les monteurs de conduites de vapeur sont définies à l'article 1 des règlements pris en application de la *Loi sur la qualification professionnelle et l'apprentissage des gens de métier* concernant leurs métiers respectifs, et que ni l'un ni l'autre de ces règlements n'assigne les travaux de levage et de montage à un métier en particulier – La Commission constate que les travaux pouvant être exécutés par un ferronnier-monteur comprennent le déplacement et la mise en place de machinerie et de matériel lourd, ce qui est exigé par l'exécution des travaux décrits au paragraphe 1 du règlement sur les ferronniers-monteurs – La Commission fait cependant remarquer que l'énoncé des tâches pouvant être exécutées par les professionnels des métiers visés par la LQPAGM n'entraîne pas la juridiction de l'un ou l'autre syndicat sur les travaux – En se fondant sur les accords commerciaux, la Commission juge que les travaux ont été correctement affectés à des membres du syndicat des ferronniers-monteurs – La Loi ne comprend pas de disposition prévoyant spécifiquement qu'une ordonnance soit éventuellement rendue concernant l'affectation de travaux, mais la Commission est d'avis que le paragraphe 99 (5) a une portée suffisante pour comprendre ce pouvoir – La Commission déclare que les travaux de levage et de montage en cause doivent être affectés à des membres du syndicat des ferronniers-monteurs, et elle ordonne à l'employeur de leur affecter ces travaux à l'avenir

TESC CONTRACTING COMPANY LTD. AND UNITED ASSOCIATION OF JOURNEYMEN AND APPRENTICES OF THE PLUMBING AND

PIPEFITTING INDUSTRY OF THE UNITED STATES AND CANADA, LOCAL 800; RE INTERNATIONAL ASSOCIATION OF BRIDGE, STRUCTURAL, ORNAMENTAL AND REINFORCING IRON WORKERS, LOCAL 786; File No. 1668-06-JD; Dated August 17, 2007; Panel: Harry Freedman (13 pages)

Procédures en instance

Normes d'emploi – Révision judiciaire – Employeur lié – Licenciement – Trois entreprises en avaient appelé de l'ordonnance de l'agent des normes d'emploi leur enjoignant de verser une indemnité de licenciement ou de cessation d'emploi à une centaine d'employés, à la suite du constat qu'elles étaient des entreprises liées à la société en faillite « C », et qu'elles devraient être considérées comme un seul employeur aux termes de l'article 4 de la Loi – Selon la Commission, l'article 4 exigeait qu'une réponse positive soit apportée à ses deux alinéas a) et b) et qu'il existe un rapport causal entre les liens des entreprises et l'insolvabilité pour pouvoir déclarer qu'elles constituent un seul employeur aux termes de cet article – La Commission avait admis la requête – Les employés avaient sollicité une révision judiciaire – La Cour est d'avis que la norme de révision applicable est celle du caractère raisonnable, tel que l'énonce le paragraphe 119 (14) de la Loi – La Cour confirme l'interprétation des conditions de l'article 4 qu'avait adoptée la Commission, c'est-à-dire qu'il doit y avoir un rapport entre les liens [des entreprises] et l'insolvabilité – La Commission avait soigneusement examiné la possibilité qu'un tel arrangement ait ou ait eu *pour objet ou pour effet* de faire échec à l'objet de la Loi lorsqu'elle s'était penchée sur la façon dont le propriétaire en était venu à acquérir la société « C » et sur le fait que le statut de celle-ci comme entité distincte des autres ait résulté de l'insistance de l'établissement de crédit et non des administrateurs – La Commission avait aussi clairement examiné l'*effet* de la structure des entreprises afin de savoir si l'objet de la LNE avait été mis en échec, et elle avait correctement conclu que, loin de contribuer à l'insolvabilité de la société « C », les autres entreprises l'avaient « soutenue » – La Commission disposait de preuves suffisantes pour conclure que le propriétaire n'avait pas conçu la proposition de faillite de façon à ce qu'elle soit « rejetée » – La Commission n'avait pas fait erreur dans son examen des affaires tranchées aux termes de l'ancien article 12, puisque le problème que constitue un arrangement visant à faire échec à la

LNE est toujours pertinent suivant la disposition actuelle – La Commission avait correctement exploré la conduite des créanciers dans le contexte de la faillite, pour déterminer s'il n'y aurait pas eu d'actes répréhensibles en rapport avec l'insolvabilité et si les administrateurs avaient fait des efforts raisonnables pour éviter la faillite – Il était raisonnable pour la Commission de conclure que les ressources investies dans l'entreprise « phoenix » n'avaient pas été suffisantes pour permettre à la société « C » de poursuivre ses activités – La décision de la Commission avait été raisonnable compte tenu des faits dont elle avait été saisie – Requête en révision judiciaire rejetée

ABDURAHMAN ABDOULRAB ET AL; RE NOVAQUEST FINISHING INC., CATELECTRIC INC., 4064186 CANADA INC. AND THE ONTARIO LABOUR RELATIONS BOARD; File No. 0812-06-R (Court File No. 327/06) Dated August 13, 2007; Panel: Swinton, Lane, Bryant JJ. (12 pages)

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7^e étage, 505, avenue University, à Toronto.

Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
Dev Misir v. Muluneshi F. Agago et al Divisional Court No. 281/07	0769-06-ES	En cours
Eastern Eavestroughing v. Sheet Metal Workers', et al Divisional Court No. 359/07	3394-06-R; 3399-06-R; 3418-06-R; 3528-06-R; 3545-06-R; 3641-06-R; 3797-06-R; 4039-06-R	En cours
Dr. Oliver Bajor v. OLRB Divisional Court No. 258/07	0353-06-ES	En cours
1257707 Ont. Ltd. o/a Oakville Honda v. Creyos Batchelor & OLRB Divisional Court No. 152/07	0784-06-ES	En cours
Jacobs Catalytic Ltd. v. IBEW Local 353 et al Divisional Court No. 117/07	3737-05-U	10 janvier 2008
Dana Horochowski v. OECTA; York Catholic DSB Divisional Court No. 93/07	1115-04-U	En cours
Hurley Corporation v. OLRB; SEIU L. 2.on Divisional Court No. 23/07	2915-06-R	En cours
Comstock Canada et al v. United Association of Journeymen and Apprentices in the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada, Local 527 Divisional Court No. 522/06	2558-03-JD	22 novembre 2007
Janet Kitson v. OLRB et al Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours
Johnson Controls Ltd. v. Brookfield Lepage Divisional Court No. 406/06	1634-04-R	Ajournée – sine die
TTC v. Amalgamated Transit Union Divisional Court No. 261/06	0618-06-U; 0620-06-U	21 mars 2007 (en délibéré)
Abduraham, Abdoulrab v. Novaquest Finishing Divisional Court No. 327/06	2222-04-ES, 2223-04-ES, 2224-04-ES	Rejetée – 13 août 2007
City of Hamilton v. Carpenters, Local 18 Divisional Court No. 209/06	1785-05-R	En cours
Guild Electric Limited et al v. IBEW, Local 1739 Divisional Court No. 202/06	4179-05-U; 4307-05-M	Rejetée – 22 juin 2007; requête en autorisation d'en appeler à la C. A.
Gus Nedelkopoulos v. OLRB Divisional Court No. 78978/06 NEWMARKET	1838-05-U 2644-05-U	En cours
Mississaugas of Scugog Island First Nation v. Great Blue Heron et al Divisional Court No. 10/04 Court of Appeal No. C-46210	1271-03-U; 1336-03-M; 1414-03-M	Cour d'appel – 9, 10 et 11 octobre 2007
Scaduto, Frank Divisional Court No. 382/05	1798-03-U; 4338-02-U	17 septembre 2007
Maystar General Contractors Inc. v. IUPAT, Local 1819 Divisional Court No. 481/06	0812-06-R	Admise – 20 mars 2007; autorisation d'en appeler à la C. A. accordée le 26 juillet 2007